



R A P P O R T A N N U E L 1 9 9 7



SOMMAIRE

Commentaire sur les comptes	4
Bilan	6
Compte de résultat	8
Tableau de financement	9
Variation des capitaux propres	10
Annexe	11
Groupe Sogea	22
Rapport des commissaires aux comptes	27

COMMENTAIRE SUR LES COMPTES

En 1997, le périmètre de consolidation a sensiblement évolué par suite des opérations de restructuration suivantes :

- apport à CGEA des activités de collecte et de traitement des ordures ménagères et revente à la Compagnie Générale des Eaux des actions CGEA reçues en rémunération de l'apport ;
- vente à SGE Environnement du fonds de commerce d'ingénierie du traitement des déchets ;
- vente à Sahide, filiale de la Compagnie Générale des Eaux, de la participation de 50 % dans la société Avignonnaise des Eaux ;
- vente à la Compagnie Générale des Eaux de la participation de 20 % de Viafrance dans la Routière de l'Est Parisien ;
- achat à CBC de ses filiales régionales situées dans le nord, l'est, l'ouest et le sud-ouest de la France ;
- achat à Campenon Bernard SGE de ses filiales régionales situées dans l'ouest et le sud-ouest de la France et vente à cette dernière des filiales ou activités de bâtiment et génie civil en Rhône-Alpes et Auvergne.

COMPTE DE RÉSULTAT

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 18 445 millions de francs, en progression de 2,6 % par rapport à celui de 1996. Toutefois, après correction des changements de périmètre rappelés ci-dessus, l'évolution à périmètre comparable ressort en baisse de 0,8 % par rapport à l'année précédente.

Le résultat d'exploitation est redevenu positif de 125 millions de francs, soit 0,7 % du chiffre d'affaires, alors qu'il était négatif de 220 millions de francs en 1996. Cette amélioration de 345 millions de francs provient principalement de la très forte réduction des pertes en Afrique de l'Est et de l'obtention de réclamations sur des chantiers de génie civil en Ile-de-France. Le résultat financier est positif de 17 millions de francs mais en baisse sensible par rapport à 1996 (39 millions de francs). Cette dégradation résulte de la prise en compte, à ce niveau, de la quote-part du résultat de Campenon Bernard SGE. Le résultat exceptionnel, qui était négatif de 129 millions de francs en 1996, est positif de 475 millions de francs en 1997 malgré la poursuite des opérations de restructuration. Cette situation s'explique tout d'abord par le fait que les coûts de restructuration générés par l'intégration des filiales d'origine CBC sont neutralisés par la garantie de passif consentie par cette dernière. Ensuite, le résultat exceptionnel comprend en 1997 un montant de 699 millions de francs de plus-values sur cessions d'activités (contre 59 millions de francs en 1996), montant qui comprend la plus-value dégagée par la cession de Sogea Guadeloupe finalisée au début de l'exercice 1998.

Le doublement de la charge d'impôts et de participation entre 1996 (42 millions de francs) et 1997 (81 millions de francs) résulte pour l'essentiel de ces plus-values exceptionnelles.

Au total, le résultat net ressort en bénéfice de 512 millions de francs contre une perte de 378 millions de francs l'année précédente, soit une amélioration de 890 millions de francs.

TABLEAU DE FINANCEMENT

La capacité d'autofinancement s'élève à 500 millions de francs, en amélioration de 200 millions de francs par rapport à 1996. L'écart avec l'évolution du résultat correspond aux plus-values de cessions qui ne sont pas prises en compte à ce niveau.

Les investissements s'élèvent à 561 millions de francs et comprennent le prix d'acquisition des filiales d'origine CBC et Campenon Bernard SGE à hauteur de 51 millions de francs. Les investissements courants sont donc en réduction par rapport à 1996 (536 millions de francs) et ont été pratiquement autofinancés. Les cessions d'actifs atteignent 916 millions de francs, montant très important qui s'explique pour l'essentiel par les cessions exceptionnelles d'activités effectuées, y compris la vente de Sogea Guadeloupe.

BILAN

Les modifications de périmètre n'ont eu que peu d'effet sur l'actif immobilisé, qui est passé de 3,4 à 3,3 milliards de francs. A noter que les immobilisations du domaine concédé ont peu varié, malgré les cessions intervenues dans les activités de services. En effet, ces immobilisations concernent pour l'essentiel les parcs de stationnement.

La ressource de trésorerie procurée par les conditions de financement de l'exploitation s'élève à 140 millions de francs, soit 3 jours de chiffre d'affaires, contre 433 millions de francs, soit 9 jours de chiffre d'affaires, à fin 1996.

Les capitaux propres s'élèvent à 1 969 millions de francs, contre 1 818 millions de francs à fin 1996. Cette évolution s'explique par la prise en compte du résultat de l'exercice (512 millions de francs) et, en sens inverse, de la distribution d'un acompte sur dividende de 150 millions de francs ainsi que de la comptabilisation à partir de 1997 des engagements de retraite du personnel en activité (209 millions de francs). S'agissant d'un changement de méthode comptable, le montant ainsi provisionné a été prélevé directement sur les fonds propres à l'ouverture de l'exercice. Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 2 756 millions de francs, en augmentation de 500 millions de francs par rapport à fin 1996. Outre l'incidence des engagements de retraite indiquée ci-dessus, l'augmentation des provisions provient en grande partie des coûts de restructuration. Enfin, la position financière nette, c'est-à-dire le solde des dettes et des actifs financiers, se traduit par un excédent de 1 762 millions de francs contre 1 309 millions de francs à fin 1996, soit une amélioration de 453 millions de francs.

BILAN CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 1997

ACTIF

(en millions de francs)	Note	Exercice 1997	Exercice 1996
Immobilisations du domaine concédé	3	761,4	824,9
Immobilisations du domaine privé	4	1 551,9	1 624,4
Écarts d'acquisition	5	338,7	323,4
Titres de participation	6	457,6	465,1
Titres mis en équivalence		29,2	24,5
Autres immobilisations financières	7	135,7	123,3
Total des immobilisations financières		961,2	936,3
Total actif immobilisé		3 274,5	3 385,6
Stocks et travaux en cours	8	316,0	340,0
Créances d'exploitation	13	8 465,6	7 186,9
Créances financières	12	3 291,1	2 757,6
Valeurs mobilières de placement	12	124,3	39,1
Disponibilités	12	584,7	418,3
Charges à répartir sur chantiers	9	26,7	26,4
Total actif circulant		12 808,4	10 768,3
Total actif		16 082,9	14 153,9

PASSIF

(en millions de francs)	Note	Exercice 1997	Exercice 1996
Capital		1 633,1	1 758,7
Réserves consolidées		(175,8)	436,9
Résultat de l'exercice		511,9	(378,0)
Capitaux propres part du Groupe		1 969,2	1 817,6
Avances capitalisables		44,3	64,1
Total des fonds propres		2 013,5	1 881,7
Intérêts minoritaires	10	18,1	18,0
Amortissements de caducité du domaine concédé		93,9	88,9
Subventions d'investissement		4,2	4,2
Provisions pour risques et charges	11	2 756,0	2 255,9
Autres emprunts à plus d'un an	12	323,8	360,9
Autres dettes d'exploitation à long terme		10,4	12,6
Total des dettes à long et moyen terme		334,2	373,5
Total des capitaux permanents		5 219,9	4 622,2
Dettes d'exploitation	13	9 746,0	8 794,3
Dettes financières à court terme	12	1 117,0	737,4
Total passif circulant		10 863,0	9 531,7
Total passif		16 082,9	14 153,9

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

AU 31 DECEMBRE 1997

(en millions de francs)	Note	Exercice 1997	Exercice 1996
Chiffre d'affaires	14	18 445,6	17 977,8
Autres produits		1 403,1	1 159,4
Produits courants		19 848,7	19 137,2
Charges d'exploitation	15	19 723,4	19 356,8
Résultat d'exploitation		125,3	(219,6)
Coût du financement		0,7	(5,0)
Autres produits financiers nets	16	18,1	51,7
Variations nettes des provisions		(1,6)	(8,0)
Résultat financier		17,2	38,7
Résultat courant		142,5	(180,9)
Charges et produits exceptionnels	17	695,0	(68,6)
Amortissements et provisions exceptionnels	17	(219,9)	(60,4)
Résultat exceptionnel		475,1	(129,0)
Participation des salariés		(26,2)	(10,9)
Charge nette d'impôts	18	(54,3)	(30,9)
Résultat des sociétés intégrées avant amortissements des écarts d'acquisition		537,1	(351,7)
Amortissements des écarts d'acquisition		(28,2)	(26,4)
Résultat des sociétés intégrées		508,9	(378,1)
Part du Groupe dans les sociétés mises en équivalence		4,9	0,9
Résultat net de l'ensemble consolidé		513,8	(377,2)
Part des minoritaires		(1,9)	(0,8)
Résultat net part du Groupe		511,9	(378,0)
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice		3 332 940	3 589 141
Résultat net par action (en francs)		153,59	(105,32)

TABLEAU DE FINANCEMENT

(en millions de francs)	Note	Exercice 1997	Exercice 1996
RESSOURCES			
Résultat net des sociétés intégrées		508,9	(378,1)
Dotations nettes aux amortissements et provisions courants		795,1	738,5
Résultats des cessions d'actifs	2.2	(807,0)	(63,8)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		2,5	2,3
Capacité d'autofinancement		499,5	298,9
Cessions d'actifs	2.2	916,2	145,6
Augmentation de capital de la société mère			
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales		3,6	
Nouvelles avances capitalisables		-	
Nouveaux emprunts contractés		6,8	12,6
Diminution des autres immobilisations financières		21,9	31,1
I - Total des ressources		1 448,0	488,2
EMPLOIS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	499,3	524,2
Acquisitions de titres de participation et de titres immobilisés		61,6	12,1
Investissements totaux		560,9	536,3
Diminution des dettes à long terme		43,6	147,7
Part des tiers dans les dividendes distribués par les filiales		-	1,0
Augmentation des autres immobilisations financières		41,7	13,1
Remboursement d'avances capitalisables		19,8	38,1
Dividendes versés à la société mère		150,0	107,7
II - Total des emplois		816,0	843,9
I - II Excédent des ressources sur les emplois		632,0	(355,7)
Incidence des variations de périmètre	13	81,2	(1,8)
Autres reclassements		(4,3)	(18,3)
Augmentation (diminution) du besoin en fonds de roulement	13	303,4	(886,4)
Augmentation de la trésorerie à court terme	13	405,5	510,6

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE

(en millions de francs)	Capital	Réserves consolidées	Résultat	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 1995	1 758,7	319,5	227,7	2 305,9
Distribution de dividendes	-	(107,7)	-	(107,7)
Différence de conversion	-	(2,6)	-	(2,6)
Résultat de l'exercice	-	-	(378,0)	(378,0)
Affectation des résultats antérieurs	-	227,7	(227,7)	-
Capitaux propres au 31 décembre 1996	1 758,7	436,9	(378,0)	1 817,6
Distribution de dividendes	-	(150,0)	-	(150,0)
Différence de conversion	-	(1,6)	-	(1,6)
Réduction de capital	(125,6)	125,6	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	511,9	511,9
Affectation des résultats antérieurs	-	(378,0)	378,0	-
Changements de méthode	-	(208,7)	-	(208,7)
Capitaux propres au 31 décembre 1997	1 633,1	(175,8)	511,9	1 969,2

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés de Sogea, intégrés dans les comptes consolidés de la SGE, sont établis selon les normes définies par le plan comptable général du bâtiment et des travaux publics, la loi du 3 janvier 1985 et le décret du 17 février 1986 relatifs à la consolidation.

1 PRINCIPES COMPTABLES

1.1 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions de francs, ainsi que les filiales de chiffre d'affaires inférieur, lorsque leur impact est significatif sur les états financiers du Groupe.

Les sociétés sur lesquelles Sogea exerce un contrôle majoritaire sont consolidées par intégration globale.

Celles sur lesquelles Sogea exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Les sociétés communautaires d'intérêt et les sociétés en participation dont les bilans et comptes de résultat présentent une importance significative pour le Groupe sont intégrées suivant la méthode proportionnelle. Les autres sont intégrées suivant la méthode dite semi-proportionnelle limitant l'intégration proportionnelle aux seuls éléments du compte de résultat.

Sont exclues du périmètre les participations dans les sociétés de fabrication d'enrobés de liants ou de matériaux exploités en commun avec d'autres groupes. Ces sociétés ne répondent individuellement pas au critère d'intégration basé sur le chiffre d'affaires.

1.2 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Le suivi des états financiers des entités situées à l'étranger repose sur la ventilation de leurs opérations par devise de financement.

Les postes du bilan et du compte de résultat des établissements ainsi exprimés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Seuls sont inclus dans les réserves consolidées, jusqu'à cession hors Groupe, les écarts de conversion relatifs aux filiales dont les écarts financiers sont exprimés dans des monnaies ne présentant pas de dévalorisation durable vis-à-vis du franc français.

1.3 ÉLÉMENTS LIBELLÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au cours de change de la clôture de l'exercice ou au cours de la couverture qui leur est affectée.

Seules les pertes de change latentes qui en résultent sont provisionnées dans les résultats de l'exercice.

1.4 ÉCARTS D'ACQUISITION

Le principe est d'affecter les écarts d'acquisition, représentant la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part des capitaux propres correspondant à la date d'acquisition, aux différents éléments actif et passif du bilan de la société acquise.

Le solde non affecté des écarts d'acquisition est porté à l'actif du bilan consolidé et amorti sur une durée n'excédant pas vingt ans, sauf cas particuliers justifiant un amortissement accéléré.

Les écarts d'acquisition dont le montant est inférieur ou égal à un million de francs sont amortis totalement dans l'année.

Les écarts d'acquisition relatifs aux carrières sont amortis sur la durée d'exploitation prévisible du gisement et au maximum sur quarante ans.

1.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les terrains, bâtiments et équipements sont évalués à leur coût de revient, éventuellement réestimés en cas de réévaluation légale.

Les amortissements économiques sont pratiqués selon le mode linéaire ou dégressif suivant la nature du bien concerné.

Les durées moyennes d'utilisation retenues sont les suivantes :

immeubles et agencement des constructions	de 20 à 30 ans
matériels de travaux publics	de 4 à 10 ans
véhicules	de 3 à 5 ans
autres agencements	10 ans
matériel de bureau	de 3 à 5 ans
meublier de bureau	10 ans

Ces durées peuvent être réduites lorsque les conditions d'utilisation du matériel l'exigent, notamment dans le cadre de l'exploitation des entités situées à l'étranger.

1.6 TITRE DE PARTICIPATION

La valeur brute des titres de participation non consolidés correspond à leur coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'usage est déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, rectifiée le cas échéant pour tenir compte de leur valeur boursière, de leur intérêt pour le Groupe ou des perspectives de développement et de résultat des sociétés concernées.

Les cessions ayant fait l'objet d'accord à la date de clôture des comptes et dont les conditions suspensives sont levées à la date d'arrêté des comptes sont enregistrées à la date de signature de l'accord.

1.7 ENGAGEMENTS POUR RETRAITES

Les engagements pour retraites concernant les indemnités de fin de carrière et les régimes de retraites complémentaires sont provisionnés au bilan à la fois pour le personnel en activité et pour le personnel retraité (cf. note 2.1 Changement de méthode).

Ces engagements sont évalués selon la méthode actuarielle prospective dite des «crédits projetés».

1.8 DÉGAGEMENT DU RÉSULTAT

Les résultats sur contrats à long terme sont établis selon la méthode de l'avancement.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est constituée, quelle que soit la méthode, après prise en compte, le cas échéant, de droits à recette complémentaire ou à réclamation estimés de manière raisonnable.

1.9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt exigible des entités consolidées corrigé des impôts différés. Ceux-ci proviennent des différences temporaires apparaissant notamment entre le résultat fiscal et le résultat comptable et sont déterminés selon la méthode du report variable.

Aucun impôt différé n'est constaté au titre des déficits reportables. Il en est de même pour les impôts différés relatifs à des éléments dont les échéances ne sont pas connues à la clôture de l'exercice.

2 ÉVOLUTION DU GROUPE

2.1 CHANGEMENT DE MÉTHODE

En 1997, le Groupe a procédé à la constitution de provisions au bilan pour couvrir les engagements de retraites du personnel en activité en complément de ceux concernant le personnel retraité déjà provisionnés.

Ces engagements concernent les indemnités conventionnelles de fin de carrière et quelques engagements de retraite complémentaire existant dans le groupe en France. Ceux-ci ont été évalués selon la méthode actuarielle prospective préconisée par les règles internationales (*projected credit unit method*). Conformément aux principes aujourd'hui en vigueur, l'incidence de ce changement de méthode a été déterminée de façon rétrospective sur la base des engagements au 1^{er} janvier de l'exercice. Le montant ainsi prélevé sur les capitaux propres à l'ouverture s'élève à 209 millions de francs.

Pour des raisons pratiques, l'incidence détaillée du changement de méthode sur le résultat de l'exercice n'a pu être déterminée.

L'application de la nouvelle méthode a conduit à constater dans l'exercice une dotation nette de 7 millions de francs.

2.2 ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DU GROUPE

Sogea a connu en 1997 une importante réorganisation de ses activités.

Dans le domaine du bâtiment et des travaux publics

– Sogea a cédé ou apporté à Campenon Bernard SGE ses activités bâtiment et génie civil en région Rhône-Alpes ;

– elle a repris à Campenon Bernard SGE ses filiales de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Enfin elle a racheté à CBC, nouvellement intégrée à la SGE, ses filiales exerçant leur activité dans l'ouest, le nord, le sud-ouest et l'est de la France. Cette opération s'est accompagnée de l'octroi à Sogea d'une garantie d'actifs et de passifs pour couvrir des pertes d'exploitation, des coûts de restructuration et diverses charges exceptionnelles.

Dans le domaine de l'environnement

Dans le cadre de la poursuite de la rationalisation de ses métiers, Sogea a procédé au transfert de ses activités d'exploitation en matière de déchets à CGEA, à la cession de son fonds de commerce en matière d'ingénierie du traitement des déchets à SGE Environnement, ainsi qu'à la cession de sa participation dans la société Avignonnaise des Eaux à Sahide, filiale de la Compagnie Générale des Eaux. Elle a signé avec une filiale de la Compagnie Générale des Eaux un compromis de vente de ses parts dans Sogea Guadeloupe. Le montant global des plus-values nettes ainsi dégagées est de 483 millions de francs.

Par ailleurs, Viafrance a cédé à la Compagnie Générale des Eaux sa participation (20 %) dans la Routière de l'Est Parisien, société exploitant des centres d'enfouissement de déchets. Cette opération s'est traduite par une plus-value de 216 millions de francs.

2.3 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

A la suite des réorganisations décrites ci-dessus en 2.2, le périmètre de consolidation a été élargi à 179 sociétés (167 sociétés au 31 décembre 1996), y compris les filiales intégrées dans les sous-groupes consolidés.

Il se décompose en nombre de la façon suivante :

	Sociétés françaises	Sociétés étrangères	Total
Nombre de sociétés consolidées fin 1996	117	50	167
Entrées de la période	22	3	25
Sorties de la période	7	6	13
Nombre de sociétés consolidées fin 1997	132	47	179

3 IMMOBILISATIONS DU DOMAINE CONCÉDÉ

(en millions de francs)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Charges différées	Total
Montant net au 1.1.1996	200	527	50	777
Acquisitions	18	32	-	50
Cessions	-	-	-	-
Activation	-	-	18	18
Amortissements et provisions	(8)	(5)	(5)	(18)
Variations de périmètre et divers	-	(2)	-	(2)
Montant net au 31.12.1996	210	552	63	825
Acquisitions	13	1	-	14
Cessions	-	-	-	-
Activation	-	-	19	19
Amortissements et provisions	(7)	(5)	(4)	(16)
Variations de périmètre et divers	(57)	(24)	-	(81)
Montant net au 31.12.1997	159	524	78	761

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles ont porté principalement sur le paiement de droits d'usage dans le cadre de contrats d'affermage, de la distribution de l'eau et de l'assainissement de la ville de Troyes.

Les variations de périmètre correspondent à la cession de la Société Avignonnaise des Eaux et de l'activité déchet de Sogea au groupe Compagnie Générale des Eaux.

Au tableau de financement, les investissements en immobilisations du domaine concédé incluent les reprises de provisions pour renouvellement et garantie totale pour une valeur de 13 millions de francs.

Suivant la nature du contrat, les charges différées dans la période correspondent, soit :

- aux dotations aux amortissements et/ou provisions de renouvellement de la période ;
- à la linéarisation sur la durée totale de la concession des frais financiers sur emprunts payés pendant l'exercice.

Ces charges seront amorties sur les premiers résultats bénéficiaires à venir de ces affaires.

4 IMMOBILISATIONS DU DOMAINE PRIVÉ

(en millions de francs)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total
Montant net au 1.1.1996	24	1 793	1 817
Acquisitions	6	416	422
Cessions	(1)	(54)	(55)
Amortissements et provisions	(8)	(536)	(544)
Autres variations	(2)	(14)	(16)
Montant net au 31.12.1996	19	1 605	1 624
Acquisitions	7	446	453
Cessions	–	(45)	(45)
Amortissements et provisions	(7)	(459)	(466)
Variations de périmètre et divers	–	(14)	(14)
Montant net au 31.12.1997	19	1 533	1 552

5 ÉCARTS D'ACQUISITION

(en millions de francs)	1997	1996
Écarts d'acquisition nets au début de l'exercice	323	342
Acquisition auprès de Campenon Bernard SGE et CBC	38	–
Écarts d'acquisition constatés au cours de l'exercice	6	7
Dotations aux amortissements de l'exercice	(28)	(26)
Écarts d'acquisition nets en fin de période	339	323

Hors réorganisation de l'activité construction, les écarts constatés au cours de l'exercice concernent la société COTRA à hauteur de 6 millions de francs, acquise par le pôle routier.

Les dotations aux amortissements concernent le pôle routier pour 26 millions de francs.

6 TITRES DE PARTICIPATION

(en millions de francs)	1997
Titres de participation au 31.12.1996	465
Acquisitions	61
Cessions	(57)
Dotations nettes aux provisions	2
Variations de périmètre et divers	(13)
Total	458

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent dans les comptes consolidés pour leur prix de revient. Ils comprennent notamment les titres de la SNC Campenon Bernard SGE et de Socofreg détenues respectivement à hauteur de 12 % et 5 % ainsi que les participations du pôle routier dans les sociétés industrielles de fabrication d'enrobés de liants et d'exploitation de carrières.

Les titres de participation des sociétés déconsolidées sans cession sont maintenus dans les comptes consolidés pour leur valeur de mise en équivalence.

Les acquisitions de l'exercice correspondent à la reprise de certaines filiales régionales de CBC et de Campenon Bernard SGE (cf. note 2.2).

Les cessions de la période correspondent essentiellement au reclassement auprès de la Compagnie Générale des Eaux des filiales Avignonnaise des Eaux et Société Routière de l'Est Parisien, ainsi que des filiales Lamy et Sobeau Auvergne auprès de Campenon Bernard SGE.

L'incidence nette des retraitements de consolidation consécutifs à l'entrée ou à la sortie de ces filiales est intégrée à la ligne «variation de périmètre et divers».

7 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES NETTES

(en millions de francs)	1997	1996
Prêts à long terme	27	20
Titres immobilisés	9	12
Dépôts et autres immobilisations financières	100	91
Total	136	123

8 STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

Outre les stocks du pôle routier (110 millions de francs à fin de période), composés de matières premières et de marchandises, les stocks correspondent aux approvisionnements des chantiers principalement localisés en Afrique et dans les départements d'outre-mer.

9 CHARGES À RÉPARTIR SUR CHANTIERS

Les charges à répartir sur plusieurs exercices sont constituées par les frais d'installation de chantiers dont l'amortissement est étalé sur la durée d'exécution des travaux, ainsi que les frais de recherche et d'installation de carrières dans le pôle routier.

N'ayant pas la nature d'un investissement réel à long terme, elles sont traitées comme un élément du besoin en fonds de roulement.

(en millions de francs)	1997	1996
Solde de début de période	26	81
Activation de la période	25	21
Dotations aux amortissements	(25)	(77)
Autres variations	1	1
Solde de fin de période	27	26

10 INTÉRÊTS MINORITAIRES

(en millions de francs)	1997	1996
Solde de début de période	18	27
Dividendes distribués par les filiales aux minoritaires	–	(1)
Part des minoritaires dans les résultats de l'exercice	2	1
Autres variations	(2)	(9)
Solde de fin de période	18	18

Le Groupe prend en charge la quote-part des situations nettes négatives incombant aux minoritaires des sociétés en difficulté.

11 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en millions de francs)	1996	Dotations	Reprises	Autres variations	1997
Risques et charges d'exploitation	1 865	957	943	247	2 126
Risques financiers	22	9	12	2	21
Risques à caractère exceptionnel	369	495	249	(6)	609
Total	2 256	1 461	1 204	243	2 756

Les autres variations de provisions d'exploitation s'expliquent principalement par le changement de méthode relatif au mode de prise en compte des engagements de retraites du personnel en activité (cf. note 2.1).

Le poste «risques à caractère exceptionnel» concerne des provisions destinées à couvrir des risques de caractère non récurrent, notamment des coûts de restructuration et des contentieux exceptionnels.

12 EXCÉDENT (ENDETTEMENT) FINANCIER NET

(en millions de francs)	1997	1996
Emprunts et dettes financières à long terme	(324)	(361)
Découverts bancaires et autres dettes financières à court terme	(1 117)	737
Total endettement brut	(1 441)	(1 098)
Valeurs mobilières de placement	124	39
Autres créances financières à court terme	3 291	2 758
Disponibilités	585	418
Total des disponibilités	4 000	3 215
Excédent financier net	2 559⁽¹⁾	2 117⁽¹⁾

(1) Dont incidence des cessions de créances commerciales pour environ 800 millions de francs.

La ventilation des emprunts par échéance est la suivante :

(en millions de francs)	1997	1996
Échéance 1998	-	57
Échéance 1999	41	44
Échéance 2000 à 2002	73	39
Échéance au-delà de 5 ans	194	200
Échéance non définie	16	21
Total	324	361

Le poste «autres créances financières» comprend les disponibilités placées auprès de la SGE pour 2 976 millions de francs.

Les emprunts à long terme sont couverts à la fin de l'exercice par des sûretés réelles à hauteur de 79 millions de francs.

L'excédent de trésorerie s'entend après prise en compte du produit de cession de créance Dailly pour un total de 797 millions de francs en 1997 contre 808 millions de francs en 1996.

13 TABLEAU DE FINANCEMENT : VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DE LA TRÉSORERIE

(en million de francs)	1996	Variation Nette	Variations de périmètre	Incidence des restruc- turations et divers	1997
Valeurs d'exploitation	340	(46)	22		316
Charges à répartir	26	–	4	–	27
Créances d'exploitation à court terme	7 187	584	417	278	8 466
Autres dettes à court terme	(8 794)	(454)	(498)		(9 746)
Ressources en fonds de roulement	(1 241)	84	(58)	278	(937)
Créances financières à court terme	3 215	(45)	618	212	4 000
Dettes financières à court terme	(737)	103	(483)		(1 117)
Trésorerie nette à court terme	2 478	58	135	212	2 883

L'incidence des restructurations concerne la cession des activités d'exploitation de déchets à CGEA ainsi que le reclassement auprès de la Compagnie Générale des Eaux de Sogea Guadeloupe.

14 CHIFFRE D'AFFAIRES

Afin de refléter plus fidèlement la notion d'activité économique, la définition du chiffre d'affaires tient compte :

- de l'intégration proportionnelle du compte de résultat de l'ensemble des SEP, qu'elles soient gérées ou non gérées ;
- de l'exclusion systématique des prestations de services et ventes de marchandises non liées directement à l'exploitation des chantiers.

Comme en 1996, le chiffre d'affaires 1997 tient compte des surtaxes ventes d'eau à hauteur de 129 millions de francs.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

(en millions de francs)	1997	1996
France métropole	15 086	14 642
France outre-mer	1 284	1 244
Autres pays d'Europe	717	675
Afrique	1 359	1 417
Total	18 446	17 978

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en millions de francs)	1997	1996
Bâtiment	4 521	3 918
Travaux publics	1 709	1 763
Hydraulique	2 059	2 166
Services	762	1 001
Routes	9 395	9 130
Total	18 446	17 978

ACTIVITÉ À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en millions de francs)	1997	1996
Activité consolidée	18 446	17 978
Activités des sociétés entrantes pour 1997 et des sociétés sortantes pour 1996 par pôle :		
– déchets		(265)
– construction	(899)	(130)
– eau		(54)
– routes	(54)	(10)
Activité retraitée	17 493	17 519

15 CHARGES D'EXPLOITATION

(en millions de francs)	1997	1996
Consommations intermédiaires	13 948	13 340
Frais de personnel	4 861	4 881
Impôts et taxes	388	381
Dotations nettes aux amortissements et provisions	526	755
Total	19 723	19 357

La dotation nette aux amortissements et provisions (526 millions de francs) comprend les dotations aux amortissements suivantes :

(en millions de francs)	1997	1996
Immobilisations du domaine privé	466	545
Immobilisations du domaine concédé	16	18
Charges différées du domaine concédé	4	77
Total	486	640

16 AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS

(en millions de francs)	1997	1996
Dividendes	17	13
Résultat de change	3	4
Quotes-parts de résultat des sociétés non consolidées	(29)	6
Produits d'escompte et divers	27	29
Total	18	52

17 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en millions de francs)	1997	1996
Résultat net sur cessions d'actifs	716	64
Charges et produits exceptionnels sur opérations de gestion	(135)	(133)
Variation des provisions pour dépréciations ou risques exceptionnels	(106)	(60)
Total	475	(129)

Le résultat exceptionnel ne comprend pas les plus-values réalisées sur la vente de matériels de chantier inscrits en «autres produits d'exploitation».

18 IMPÔTS

(en millions de francs)	1997	1996
Impôts courants	(54)	(31)
Impôts différés	–	–
Total	(54)	(31)

Outre les sociétés de capitaux du pôle routier (6 millions de francs), la charge d'impôts consolidée correspond principalement aux impôts des filiales et établissements belges et africains, Sogea SA disposant, pour sa part, d'un report fiscal déficitaire.

19 ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en millions de francs)	Au 31 décembre 1997	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Cautions de contre-garantie et autres avals donnés	3 863	531
Garanties solidaires des associés des sociétés de personnes non consolidées	765	–
Total	4 628	531

Les cautions de contre-garantie données couvrent notamment les avances reçues et garanties de bonne fin d'exécution des chantiers en cours.

Par ailleurs, les redevances restant dues au titre des opérations de crédit-bail représentent un montant total de 170 millions de francs dont la ventilation par échéance est la suivante :

- 35 millions de francs, à moins d'un an ;
- 68 millions de francs, entre deux et cinq ans ;
- 67 millions de francs, au-delà de cinq ans.

La valeur des immobilisations ainsi financées, qui concerne notamment l'activité d'exploitation de résidences de personnes âgées et du parc matériel France, s'établit comme suit au 31 décembre :

(en millions de francs)	Coût d'entrée	Amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés	Valeur nette
Crédit-bail immobilier	137	16	68	69
Crédit-bail mobilier	108	20	75	33
Total	245	36	143	102

20 CHARGES DE PERSONNEL - EFFECTIFS

Les charges de personnel de l'ensemble des sociétés du Groupe s'élèvent à 4 861 millions de francs pour l'exercice 1997, contre 4 881 millions de francs pour l'exercice 1996.

	1997	1996
Cadres	2 381	2 449
Etam	4 821	5 082
Ouvriers	17 611	19 097
Total des effectifs moyens pondérés	24 813	26 628

GROUPE SOGEA

AU 31 DÉCEMBRE 1997

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE

	Pourcentage d'intérêt		Périmètre	
	1997	1996	● Entrée	▲ Sortie
FRANCE				
Sogea	100,00	100,00		
Sofipa	100,00	100,00		
Sobea Ile-de-France	100,00	100,00		
Cofex Ile-de-France	100,00	100,00		
Sicra	100,00	100,00		
TPI Ile-de-France	100,00	100,00		
Socerpa	100,00	100,00		
Résidence service sans soucis	100,00	100,00		
Sogea Centre	100,00	100,00		
Cofex Littoral	100,00	100,00		
Sobea Auvergne	0,00	100,00		▲ cession à CB SGE
Croizet Pourty	100,00	99,87		
Tradilor	100,00	100,00		
SFMP	100,00	100,00		
Sogea Gironde Immobilier	100,00	100,00		
Dodin Sud	100,00	100,00		
Sogea Atlantique	100,00	100,00		
Dodin Nord	100,00	100,00		
Sogea Bretagne	100,00	100,00		
Sogea Nord-Ouest	100,00	100,00		
Sogea Port Normand	100,00	100,00		
Sogea Est	100,00	100,00		
Hallé	100,00	100,00		
Sorec	100,00	100,00		
Sogea Rhône-Alpes	100,00	100,00		
Lamy	0,00	100,00		▲ cession à CB SGE
Sogea Sud-Est	100,00	100,00		
TCTPE	0,00	100,00		▲ absorbée par Cardaillac

	Pourcentage d'intérêt		Périmètre	
	1997	1996	● Entrée	▲ Sortie
Socogim	100,00	100,00		
Solim	100,00	100,00		
Sovame	100,00	99,91		
Sobeam	94,90	94,40		
Cardaillac	100,00	100,00		
Thinet Côte d'Azur	100,00	99,97		
Effiparc	99,98	99,98		
Sogea Sud-Ouest	100,00	100,00		
Cavalier	100,00	100,00		
Cofex	0,00	100,00		▲ application des seuils
Claisse	100,00	100,00		
Gefiparc	100,00	100,00		
Somaco	100,00	100,00		
Entreprise Bourdarios	100,00	0,00	● achat à CB SGE	
Gauchoux	100,00	0,00	● achat à CB SGE	
Campenon Bernard Ouest	100,00	0,00	● achat à CB SGE	
Caroni Construction	100,00	0,00	● achat à CBC	
CA2B Dominguez	100,00	0,00	● achat à CBC	
Génie Civil de Lens	100,00	0,00	● achat à CBC	
Heulin	99,88	0,00	● achat à CBC	
Chanzy Pardoux	100,00	0,00	● achat à CBC	
Sotram Construction	100,00	0,00	● achat à CBC	
Travaux Hydrauliques Bâtiment	100,00	0,00	● achat à CBC	
Dodin Ile-de-France	100,00	0,00	● Apa de Dodin Nord	
CT Châteaupanne	100,00	100,00		
Perigourdine de TP	100,00	100,00		
Cochery International	100,00	100,00		
Technoroute	0,00	100,00		▲ application des seuils
Carrières Chasse	100,00	100,00		
Société de TP de l'Essor	100,00	100,00		
Gercif-Emulithe	100,00	100,00		
Lalitte TP	100,00	100,00		
Mino	100,00	100,00		
Rol Lister	100,00	100,00		
Rol Normandie	100,00	100,00		
Chem Industrie	100,00	100,00		
Routière du Midi	100,00	100,00		
Eurovia Alsace - Franche-Comté	100,00	100,00		
Travaux Publics du Littoral	100,00	100,00		
Setars	100,00	100,00		
Interdesco	100,00	100,00		
Maillasson	0,00	100,00		▲ absorbée par Cochery

	Pourcentage d'intérêt		Périmètre
	1997	1996	● Entrée ▲ Sortie
Carrières Ballastières de Normandie	100,00	100,00	
Maspeyrot	0,00	100,00	▲ absorbée par Cochery
Viaud	100,00	100,00	
Société d'exploitation des Carrières Sourdines	100,00	100,00	
Sept	100,00	100,00	
Travaux Signalisation Sécurité	100,00	100,00	
Cochery Bourdin Chaussé	99,99	99,99	
Société nouvelle Apyc	100,00	100,00	
Giffard	100,00	100,00	
Del Campo	99,46	99,46	
Moter SA	99,46	99,46	
Moter BTP	99,46	99,46	
Routière Bourdarios	99,46	99,42	
TTPH	99,46	99,46	
Moter Ouest	100,00	100,00	
Moter Midi BTP	0,00	100,00	▲ apport d'activité à Eurovia Languedoc-Roussillon
Lafitte	100,00	100,00	
Socalbe	100,00	100,00	
Sograland	100,00	100,00	
Euroresine	100,00	100,00	
Société Lorraine de Métaux	100,00	100,00	
Société nouvelle Sowistra	100,00	100,00	
Bailleul TP	100,00	100,00	
Matériaux routiers du Val-de-Marne	0,00	100,00	▲ application des seuils
Viafrance	99,99	99,99	
Grands Travaux Urbains	100,00	99,99	
Heulin Routes & Canalisations	100,00	99,98	
Sec TP	100,00	99,99	
Travaux et Cylindrage	100,00	99,99	
Valentin	100,00	99,99	
Travaux Publics de l'Ouest	100,00	99,98	
Saru	100,00	99,64	
Routière des Pyrénées	100,00	99,99	
Les Paveurs de Montrouge	100,00	99,99	
Roussey	100,00	99,99	
Carrières Saint-Christophe	100,00	99,96	
Ferez	100,00	99,88	
Carrières de Chailloue	100,00	97,89	
Société de Travaux Publics Régionale	100,00	99,87	

	Pourcentage d'intérêt		Périmètre	
	1997	1996	● Entrée	▲ Sortie
Gibet. Finet	100,00	99,99		
Cognac	100,00	99,88		
Esmery Caron Étanchéité	100,00	99,99		
Eurovia Bourgogne	100,00	0,00	● Apa de Cochery et Viafrance	
Eurovia Provence	100,00	0,00	● Apa de Viafrance et SRM	
Eurovia Dauphiné-Auvergne	100,00	0,00	● Apa de Cochery	
Renon	100,00	0,00	● Apa de Viafrance	
Eurovia Centre-Loire	100,00	0,00	● Apa de Cochery	
Cotra	100,00	0,00	● application des seuils	
Watelet TP	100,00	0,00	● application des seuils	
Eurovia Poitou-Charentes-Limousin	100,00	0,00	● Apa de Cochery et Viafrance	
Eurovia Forez	100,00	0,00	● Apa de Cochery et Viafrance	
Eurovia Languedoc-Roussillon	100,00	0,00	● Apa de Viafrance	
Eurovia	100,00	0,00	● application des seuils	
Eurovia Champagne-Ardenne	100,00	0,00	● Apa de Cochery et Viafrance	
Cochery Bourdin Chaussé Atlantique	100,00	0,00	● Apa de Cochery	
DOM-TOM				
Sogea Réunion	100,00	100,00		
Sogea Mayotte	100,00	100,00		
SBTPC	86,65	85,57		
Dodin International	100,00	100,00		
Sogea Martinique	100,00	100,00		
Caraïbes Qualité Service	100,00	100,00		
Sogea Guadeloupe	100,00	100,00		
Dodin Guadeloupe	100,00	100,00		
Sorep	0,00	100,00		▲ application des seuils
Sotrama	0,00	100,00		▲ application des seuils
Moter Martinique	99,99	99,99		
Blanchard Préfabrication Industrie	99,99	99,99		
Diamantaise	0,00	99,99		▲ cession externe
Moter Caraïbes	99,99	99,99		
AFRIQUE				
Sobea Gabon	89,00	89,00		
Satom	99,98	98,74		
Société Camerounaise Ets Bourdin Chaussé	99,98	99,98		
BENELUX				
Denys SA	100,00	100,00		
Conduites et Entreprises	99,98	99,98		
Socea NV	99,98	99,98		
Denys Engineers and Contractors	100,00	100,00		

	Pourcentage d'intérêt		Périmètre
	1997	1996	● Entrée ▲ Sortie
Cochery Bourdin Chaussé Belgique	100,00	100,00	
Cornez Delacre	100,00	99,99	
Grizaco	90,17	90,17	
Modern Asphalt	90,27	90,27	
Hydrocar Industrie	75,00	75,00	
SP École Européenne du Luxembourg	60,00	0,00	● début de chantier

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE

FRANCE

SP Éole	20,00	20,00	
Avignonnaise des Eaux	0,00	50,00	▲ cession à la CGE
Société Toulousaine de Stationnement	50,00	50,00	
Société Méditerranéenne de Stationnement	50,00	50,00	
Roy	50,00	50,00	
Archignat	50,00	50,00	
Société Lorraine d'Aggregats	36,00	36,00	
Kleber Moreau	33,44	33,44	
GIE Multiservices Stade de France	33,33	0,00	● création

ESPAGNE

Roldan	33,52	33,52	
Vialex	50,00	50,00	

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

FRANCE

Carrières et Ballastières des Alpes	35,00	35,00	
Société Industrielle des Laitiers de la Fench	50,00	50,00	
Erca	35,00	35,00	

RÉUNION

Soretub	50,00	50,00	
---------	-------	-------	--

MAROC

GTGC	49,75	49,75	
Checom SA	49,94	49,94	
Soca	49,50	49,50	

PORTUGAL

Servicios Urbanos	50,00	50,00	
-------------------	-------	-------	--

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

(EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1997)

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport sur :
– le contrôle des comptes consolidés de la société Sogea, tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
– la vérification du rapport sur la gestion du Groupe relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1997.

1 OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe.

2 VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Paris, le date ?

Les commissaires aux comptes

Salustro Reydel

Bernard Montagne,
André Amic & Associés

Bernard Cattenoz

François Pavard

Bernard Montagne

Jacques Convert



9, place de l'Europe - BP 320 - 92851 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 16 40 00 - Fax : 01 47 51 91 01 - www.sogea.fr